

“*opinion*way

LES FRANÇAIS ET LE DROIT DES FILLES A L'EDUCATION

Note de synthèse



Août 2015

Vos contacts chez OpinionWay :

Frédéric Micheau

Directeur des études d'opinion

Directeur de département

15, place de la République

75003 PARIS

Tel: 01 78 94 90 00

Fax : 01 78 94 90 19

fmicheau@opinion-way.com

NOTE METHODOLOGIQUE

L'étude « *Les Français et le droit des filles à l'éducation* », réalisée pour Plan International, est destinée à comprendre et analyser leur perception de la lutte pour le droit des enfants et plus précisément le droit des jeunes filles à l'éducation. Les résultats de cette étude feront l'objet d'une médiatisation, pour alimenter et amplifier la communication autour de la Journée de la Fille qui aura lieu en octobre 2015.

Cette étude a été réalisée auprès **d'un échantillon de 1005 personnes**, représentatif de la **population française âgée de 18 ans et plus**, constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.

Les interviews ont été réalisées par **questionnaire autoadministré en ligne** sur système CAWI (*Computer Assisted Web Interview*).

Les interviews ont été réalisées du 19 au 21 août 2015.

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « **Sondage OpinionWay pour Plan International** » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

OpinionWay rappelle par ailleurs que les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : **2 à 3 points** au plus pour un échantillon de 1000 répondants.

OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

A. L'éducation pour tous est un sujet important pour les Français, mais le retard dans la scolarisation des filles n'est pas connu de tous

- **L'accès à l'éducation primaire pour tous est un objectif prioritaire pour 59% des Français** et 30% estiment qu'il s'agit d'un problème important sans être prioritaire, tandis que seulement 7% le jugent secondaire. Cela en fait le 3^e sujet le plus important derrière l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, prioritaire pour 68% des Français, et la préservation de l'environnement, prioritaire pour 63%. L'accès à l'éducation primaire pour tous est donc placé juste après la satisfaction d'un besoin primaire (se nourrir) et un problème ayant des répercussions directes sur la vie des personnes interrogées (l'environnement). Ce combat semble encore plus important aux yeux des Français que les autres objectifs du millénaire de l'ONU, qui sont la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et les autres maladies (55%), la réduction de la mortalité infantile (48%), la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (37%), l'amélioration de la santé maternelle (36%) et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement (32%).
 - L'accès à l'éducation primaire pour tous est notamment un sujet prioritaire pour 65% des femmes, qui le placent en 2^e position, devant l'environnement (contre 52% des hommes) et pour les plus âgés (64% des personnes de 65 ans et plus le jugent prioritaire, devant l'environnement également).
 - Le parcours scolaire a également une influence sur l'importance donnée à ce sujet : ainsi 65% des personnes ayant un diplôme de niveau supérieur au Bac+2 en font un problème prioritaire contre 55% des personnes n'ayant pas le Bac. Le même contraste s'observe entre les cadres (69%) et les ouvriers (44%). En revanche le fait d'avoir des enfants ou non ne fait pas varier le niveau d'importance donné à l'éducation pour tous (59% dans tous les cas), et le fait d'avoir des filles n'a qu'une influence très faible (62%).
- **Les Français estiment donc qu'il est important que l'accès à l'éducation progresse et se montrent optimistes à ce sujet.** Si 82% sont conscients que les enfants n'allant pas à l'école n'ont pas choisi cette situation, 79% estiment que les enfants ont de plus en plus accès à l'éducation aujourd'hui.
- **En revanche ils ne sont pas tous sensibilisés aux difficultés de scolarisation rencontrées par les filles.** 53% considèrent que la scolarisation des filles est déjà bien avancée et 49% que les filles ont autant accès à l'éducation que les garçons.
 - Ceux qui se montrent les plus confiants au sujet de l'éducation des filles ont un profil similaire à ceux qui ne considèrent pas l'éducation pour tous comme un sujet prioritaire. Il s'agit avant tout des hommes (57% pensent que la scolarisation des filles est bien avancée et 53% que les filles ont autant accès à l'éducation que les garçons, contre respectivement 50% et 46% des femmes) et les personnes les moins diplômées (63% pensent que la scolarisation des filles est bien avancée et 61% estiment qu'elles ont autant accès à l'éducation que les garçons, contre respectivement 46% et 37% des personnes ayant au moins un Bac+3).
 - Les parents ont également tendance à être plus confiants que le reste de la population : 59% estiment que la scolarisation des filles est déjà bien avancée, dont 61% des parents de filles ; et 50% pensent que les filles ont autant accès à l'éducation que les garçons, dont 54% des parents de filles.

B. L'éducation des filles, un atout indispensable pour le développement d'un pays

- Si le retard des filles dans l'accès à l'éducation n'est pas connu de tous, **les conséquences de la non-scolarisation des filles** sont néanmoins assez bien identifiées par les Français. Comparée à une fille ayant été scolarisée, 88% estiment qu'une fille qui n'a pas le droit à l'éducation a plus de risques d'être confrontée à **un mariage forcé ou précoce**, 87% à **un emploi moins rémunérateur**, 86% à **une grossesse précoce**, 83% qu'elle devra davantage effectuer **des tâches domestiques** et 64% qu'elle risque davantage d'avoir des enfants en mauvaise santé. **Globalement, 95% des personnes interrogées estiment que les filles qui ne vont pas à l'école sont davantage concernées par au moins l'une de ces situations**, et 56% qu'elles sont davantage concernées par l'ensemble de ces situations.
- **La quasi-totalité des Français (95%) est par ailleurs convaincue de l'importance de l'éducation des filles pour le développement d'un pays**. 61% estiment même qu'il s'agit d'un facteur de développement *très important*. Une conviction qui varie là encore selon les profils :
 - 65% des femmes en font un facteur de développement très important, contre 57% des hommes ; tout comme 80% des personnes âgées de 65 ans et plus contre 44% de celles de moins de 25 ans, 63% des cadres contre 41% des ouvriers et 68% des personnes ayant obtenu au moins un Bac+3 contre 59% des personnes n'ayant pas le Bac. Les parents identifient moins l'éducation comme un facteur de développement que les autres : 54% contre 64% des personnes n'ayant pas d'enfant au sein du foyer.
 - Sans surprise, 70% des interviewés qui considèrent l'accès à l'éducation pour tous comme une priorité font de la scolarisation des filles un facteur très important de développement, contre 42% de ceux qui font de l'éducation universelle un sujet secondaire
- **Aux yeux des Français, l'éducation des filles aurait notamment pour avantage une meilleure maîtrise de la démographie dans les pays en développement (60%), une population en meilleure santé (36%), une croissance économique plus soutenue (25%) et le renouvellement de la classe politique (21%)**. Dans une moindre mesure, cela permettrait également une meilleure préservation de l'environnement (9%) et une meilleure gestion des ressources agroalimentaires (9%). Seuls 7% des Français estiment que l'éducation des filles ne représente qu'un épanouissement personnel et n'a pas d'impact à l'échelle d'un pays.

C. La non-scolarisation des filles : un problème aux causes multiples, profondément culturelles et sur lesquels certains Français semblent manquer de repères, d'outils et de sentiment de légitimité

- **Alors que 89% des Français estiment que l'éducation pour tous est un sujet important, plus d'un Français sur trois (37%) déclare ne pas se sentir concerné par la lutte pour le droit à l'éducation des filles dans les pays en développement**. Il s'agit notamment des hommes (45%, contre 30% des femmes), des plus jeunes (50% des personnes de moins de 25 ans, contre 23% des personnes de 65 ans et plus), des moins diplômés (41% des personnes n'ayant pas le bac, contre 31% des personnes ayant au moins une licence) et des personnes de catégorie socioprofessionnelle populaire (notamment 49% des ouvriers contre 35% des cadres). Ce manque d'implication d'une partie de la population peut s'expliquer de deux manières.

- D'une part, chez certains, **une méconnaissance des conséquences de la non-scolarisation des filles**. Ainsi 41% de ceux qui pensent que l'éducation d'une fille n'a pas d'influence sur les situations auxquelles elle est confrontée (mariage précoce, emploi peu rémunérateur etc.) ne se sentent pas concernés par ce combat. Même constat pour ceux qui pensent que l'éducation des filles n'est pas un facteur de développement : 63% ne se sentent pas concernés.
- Par ailleurs, une partie de ceux qui sont sensibilisés à l'importance de l'éducation des filles déclarent également ne pas se sentir concernés : c'est le cas de 31% de ceux qui pensent que l'éducation d'une fille a une influence sur toutes les situations auxquelles elle peut être confrontée, et 25% de ceux qui estiment que l'éducation des filles est un facteur très important de développement. Dans ce cas, cette position peut s'expliquer par **le sentiment de ne pas être légitime pour s'impliquer dans ce combat et de ne pas avoir les outils pour le faire**.
- **Les causes de la non-scolarisation des filles et les leviers à mettre en œuvre pour progresser dans ce domaine semblent éloignés du champ d'action des Français.**
 - Ainsi, **parmi les facteurs qui empêchent les filles d'avoir accès à l'éducation, les Français placent en tête les traditions et la culture de leur pays (64%)**, sur lesquelles ils peuvent difficilement avoir une influence personnelle. **Viennent ensuite les mariages forcés et/ou précoces (47%), les lois n'obligeant pas la scolarisation des enfants (35%) et les revenus trop faibles des parents (28%)**. Dans une moindre mesure, les Français identifient également le travail forcé (23%), le manque d'écoles (19%), les tâches domestiques (19%), la prostitution (11%) et les grossesses précoces (11%). Très peu associent la non-scolarisation des filles aux violences à l'école (4%) ou sur le chemin de l'école (4%) et aux situations d'urgence, de catastrophe (3%).
 - **Par ailleurs, ils sont unanimes quant au rôle des parents dans l'éducation de leurs filles, et notamment des pères** : 96% estiment qu'ils ont un rôle aussi important que les mères dans la scolarisation de leurs filles.
 - **64% estiment enfin que les pouvoirs publics français devraient s'engager davantage dans cette lutte**. Un avis davantage partagé par les femmes (67%) que par les hommes (62%) et plus présent chez les plus diplômés (69%) que chez ceux qui n'ont pas le Bac (60%). L'implication personnelle dans ce combat a également une très forte influence sur ce sujet : 90% de ceux qui se disent *très concernés* estiment que les pouvoirs publics devraient l'être aussi, alors que ce n'est le cas que de 29% de ceux qui ne se sentent *pas du tout concernés*.

D. Un combat encore long...

- **Les Français sont divisés sur le temps qu'il faudra encore pour que toutes les filles aient accès à l'éducation. Globalement, ils estiment qu'il faudra en moyenne 68 ans pour atteindre cet objectif**. Un résultat qui masque des estimations très variées : 21% pensent que cela prendra moins de 20 ans, 25% qu'il faudra entre 20 et 49 ans, 21% qu'il faudra 50 à 99 ans et 27% ne croient pas que cet objectif sera atteint avant au moins un siècle. On n'observe pas de différence d'appréciation significative entre les hommes et les femmes, par contre l'âge fait beaucoup varier les estimations. On trouve en effet les plus pessimistes chez les plus jeunes : en moyenne, ils prévoient l'accès à l'éducation pour toutes les filles dans 100 ans, contre 50 ans

selon les personnes âgées de 65 ans et plus, sans doute plus confiantes parce qu’elles ont vu la scolarisation des enfants progresser beaucoup au cours de leur propre vie. Les plus diplômés estiment également que cette lutte prendra du temps : 85 ans en moyenne, contre 50 ans selon les personnes n’ayant pas le Bac.

En conclusion, cette étude révèle quelques grands enseignements :

- Les Français sont convaincus de l’importance de l’éducation des filles, de l’impact très négatif du manque d’éducation des filles sur le développement des pays comme sur leurs capacités à s’autonomiser, mais ne sont pas nécessairement conscients des inégalités qui persistent aujourd’hui dans les taux de scolarisation des filles et des garçons dans le monde.
- Si près de 2 Français sur 3 se sentent concernés par la lutte pour le droit des filles à l’éducation, il reste encore à convaincre un tiers des Français qu’ils ont un rôle à jouer.
- Pour susciter une mobilisation plus forte autour de ce combat, il est donc nécessaire d’informer le grand public sur l’existant, les difficultés rencontrées par les filles dans l’accès à l’éducation et sur les moyens d’action existants pour faire progresser ce droit dans le monde.